

Le nouveau **Afrique**

79 AVRIL 2015

Un regard positif sur l'Afrique

Magazine d'information et d'analyse politique, économique, sociale, sportive et culturelle



FRIENDLY FOOT AFRICAN AWARDS 2015

24^E SOULIER D'ÉBÈNE



00790

5 414306 141414

79 AVRIL 2015 / MENSUEL
2000 CFA / 2000 FC / 5 USD / 3,00 €
WWW.LENOUVELAFRIQUE.NET

SOCIÉTÉ
FESPACO 2015
APRÈS LA FÊTE, LE BILAN

DOSSIER
LES LEVIERS DU
DÉVELOPPEMENT
PARTIE 2

POLITIQUE
ÉTAT NÉO-
PATRIMONIAL
QUATRE MESURES POUR LE
VAINCRE

ÉCONOMIE
CHINAFRIQUE
UN PARTENARIAT GAGNANT-
GAGNANT ?

AFFICHAGE & ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES TV ET RADIO

12-14, Avenue du Marché / Kinshasa - Gombe (R D Congo)
Tél : +243 85 55 111 98 / E-mail : info@proxyteam-congo.com
www.proxyteam-congo.com

PROXYTEAM
LA FORCE DU SUCCÈS





Par Daouda Émile Ouédraogo

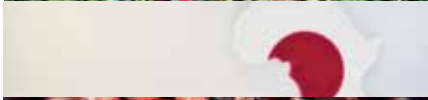
POUR UNE AFRIQUE PROSPÈRE

Le continent africain continue sa marche vers le développement. Petit à petit, aussi infime soit-il, l'Afrique poursuit son ascension vers des lendemains meilleurs. Inexorablement, sans tambours, ni trompettes, le monde découvre et constate un continent, qui, en proie aux conflits en certains endroits, ne s'apitoie pas sur son sort. On bosse en Afrique. On cherche à avancer en Afrique. Pour parvenir à donner un coup d'accélérateur à ce processus irréversible, des actions sont menées et, sont à mener. Il faut poursuivre et activer les leviers de la croissance. Ils sont multiples et variés. L'avenir appartient à l'Afrique et aux africains. À ce titre, le célèbre Coluche disait que « les portes de l'avenir sont ouvertes à ceux qui savent les pousser », Les africains doivent avoir le courage et la force de « pousser les portes » afin de les ouvrir. Il ne s'agit pas d'enfoncer des portes déjà ouvertes mais, d'offrir à la génération présente et future des raisons d'espérer. L'espoir fait vivre. L'espoir fait renaître. L'espoir fait croire en l'existence. Les jeunes africains ont besoin de savoir, de comprendre et, de constater que chaque africain se bat pour procurer de l'espoir aux autres. Il s'agit par là, d'être solidaires les uns des autres dans le combat pour une Afrique plus épanouie. Cela permet de construire autour de soi et de ses projets, un « think tank ». Le mal de notre existence est l'individualisme. Or, personne n'a jamais réussi seul. Les plus grandes puissances sont le fruit de l'utilisation des ressources tirées de l'Afrique. Terre riche et prospère, le continent a besoin de prendre son destin en main. La première des choses à faire à ce niveau est de transformer les mentalités et, transformer le regard. Seuls ceux qui posent un regard innocent sur ce continent pourront le bâtir. Car, il se bâtit au prix du sang de ses filles et de ses fils depuis l'esclavage en passant par la colonisation et, aujourd'hui la globalisation. Les plus beaux rêves se façonnent au contact des difficultés et des ambitions nobles. On a besoin aujourd'hui de reconnaître à sa juste valeur les valeurs de ce continent qui a tout donné au monde. Elle mérite le bonheur et non les consolations. Il ne s'agit donc pas de pleurer sur notre sort mais de travailler à accélérer notre croissance et notre développement. Nous devons croire en nous-mêmes et croire en notre avenir. N'ayons pas peur d'échouer car certains échecs préparent les victoires du lendemain. Mais ici, il y a lieu d'effacer toute crainte et toute peur d'échec. Car, la peur de l'échec mène à l'échec. L'Afrique doit choisir l'option d'anticiper sur son développement. John F. Drucker disait que « la meilleure façon d'anticiper l'avenir est de comprendre le

présent ». Le présent de l'Afrique n'est pas un malheur mais une situation transitionnelle. Elle sortira grandie des douleurs présentes comme une femme soulagée d'avoir fait entendre au monde le cri strident d'un nouveau-né qui vient juste de prendre contact avec l'existence. Les plus nobles ambitions sont celles que l'on prend la peine de mûrir, de construire et de mettre en chantier. L'Afrique a de l'avenir. Et, seuls ceux qui croiront en cet avenir travailleront à ce qu'il se réalise. On ne vit pas pour faire peur au monde. On vit pour créer autour de soi un monde où les autres se sentent exister, où les autres savent qu'ils ont une place dans notre monde. C'est cela le rêve de l'Afrique et des africains. Quel merveilleux continent!

Les leviers du développement dont dispose le continent sont divers. Des mines à l'énergie, le commerce, le secteur privé, ce sont autant de richesses à exploiter. Ces richesses, longtemps exploitées par les autres, doivent maintenant contribuer à l'épanouissement des africains. Il est vrai que nous devons contribuer au bonheur des autres, mais n'oublions pas que la charité bien ordonnée commence par soi-même. Et surtout, lorsque nous contemplerons ce beau continent, vivier de l'économie mondiale, empêtré dans ses soucis quotidiens, n'oublions pas comme Georges Bernanos que « l'avenir est une chose qui se surmonte. On ne subit pas l'avenir, on le crée ».

SOMMAIRE



DOSSIER LES LEVIERS DU DÉVELOPPEMENT (P2)

6 **AGRICULTURE**
LA PIERRE ANGULAIRE

8 **LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET LA PAIX**
INCONTOURNABLES POUR LE DÉVELOPPEMENT

10 **LE COMMERCE**
LA NÉCESSITÉ DE CRÉER DES OPPORTUNITÉS

12 **LE TOURISME**
FAIRE DES RECETTES À TRAVERS SA BEAUTÉ

14 **LES MINES**
UN PUISSANT FACTEUR POUR BOOSTER L'ÉCONOMIE

18 **POLITIQUE**
ÉTAT NÉO-PATRIMONIAL EN AFRIQUE
QUATRE MESURES POUR LE VAINCRE

20 **JUSTICE SOCIALE**
ÉGALITÉ DES CHANCES PLUTÔT QU'ÉGALITÉ DES REVENUS

22 **ÉCONOMIE**
ANGOLA
LE PÉTROLE N'EST PAS LA PANACÉE

24 **CHINAFRIQUE**
UN PARTENARIAT GAGNANT-GAGNANT ?

Le nouvel Afrique
Un regard positif sur l'Afrique

Mensuel d'informations
Un regard positif sur l'Afrique

MISSION STATEMENT

La direction du magazine Le nouvel Afrique porte l'Afrique dans son cœur et est désireuse de rassembler dans ce mensuel d'informations des nouvelles positives sur l'Afrique. Le nouvel Afrique se veut une porte d'entrée vers l'Afrique en offrant une information responsable et objective sur ce continent. Les sujets (politiques, sociaux, économiques, sportifs et culturels) abordent des thèmes sensibles, tout en conservant néanmoins, une perspective positive. Le sous-titre du nouvel Afrique est 'Un regard positif sur l'Afrique'.

Directeur de publication : Cyrille Momote Kabange

Rédacteur en chef : Daouda Emile Ouedraogo

Éditorialiste : Cyrille Momote Kabange

Comité rédactionnel : Daouda Emile Ouedraogo, Alexandre Korbéogo, Anthony Vercruisse, Cyrille Momote Kabange, Mouhamadou Moustapha Thiam, Alain Traoré, Jamil Thiam, Hilaire Hubert, Jamal Garando, Yves Makodia Mantséka, Noël Kodja, Innocent Ebodé, Louis-Marie Kakdeu, Jasson Urbach, Flavio G. I. Inocencio, Hicham El Moussaoui

Photographie : bruocsella.be, Maxime Devaux, Ronald Devaux, Afrikavision, Neil Palmer (CIAT), Marco Schmidt, kallerna, Alexandra Pugachevsky, Manuel Dohmen, Zenman, Lawrence Jackson, World Economic Forum, specialoperations, Sputniktilt, Tentations d'Afrique

Couverture : © bruocsella.be

Layout : bruocsella.be / bruocs@gmail.com



26 **CÔTE D'IVOIRE**
L'ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE NE SE DÉCRÈTE PAS



28 **SOCIÉTÉ**
50^E ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DE LA GAMBIE
LE PRÉSIDENT DR. YAHYA JAMMEH



30 **REVITALISER L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN AFRIQUE**
DÉFIS ET OPPORTUNITÉS



34 **FRIENDLY FOOT**
CÉRÉMONIE DES AFRICAN AWARDS 2015, LE 11 MAI
REMISE DU 24^E SOULIER D'ÉBÈNE



38 **ÉCHOS DU CONTINENT**

40 **NEWS DU NET**



44 **CULTURE**
FESPACO 2015
APRÈS LA FÊTE, LE BILAN



46 **AIMÉ ISABANE,**
PRÉSIDENT DU GROUPE INYANGE



48 **TENTATIONS D'AFRIQUE**
« NOUS VISIONS LA PROMOTION DE L'ARTISANAT AFRICAIN EN BELGIQUE »

ADMINISTRATION & PUBLICITÉ

Direction Générale : Le LNA est une publication de l'asbl Friendly Foot
www.friendlyfoot.be

Directeur adjoint : Christel Kompany

Président : Augustin Izeidi

Direction Commerciale : A.S.C. sprl

COMMUNICATION, PUBLICITÉ & VENTE

Directeur général : Mahamat Haroun



SIÈGE SOCIAL

Avenue des Coquelicots 7

1420 Braine l'Alleud

Belgique

E-mail: info@lenouvelafrique.net

Site web: www.lenouvelafrique.net



Neil Palmer (CIAT) / Marché aux bananes, Mont Kenya — Sous licence CC BY-SA 2.0

AGRICULTURE

LA PIERRE ANGULAIRE

Par Alexandre Korbéogo

L'agriculture constitue la principale source de revenu de milliers d'africains. Essentiellement rurale, l'agriculture africaine tend à se développer avec l'entrée en lice des agro-businessman and women.

L'Afrique possède une grande variété de zones agro-écologiques, qui vont des forêts ombrophiles marquées par deux saisons des pluies à une végétation relativement clairsemée, sèche et aride, arrosée une fois l'an. Si cette diversité constitue un énorme atout, elle représente tout de même un grand défi pour le développement agricole de l'Afrique. D'une part, elle offre un immense potentiel en termes de denrées et produits agricoles susceptibles d'être produits et commercialisés sur les marchés intérieurs et extérieurs. D'autre part, cette diversité exclut toute solution générale aux problèmes que pose le développement agricole sur l'ensemble du continent. Par conséquent, la programmation et la mise en œuvre d'interventions dans ce secteur doivent être adaptées aux conditions propres à chaque zone agro-écologique et à la situation socio-économique des ménages ruraux vivant dans les différents pays du continent. Au cours des trois dernières décennies, les gains de productivité agricole en Afrique ont été obtenus dans une large mesure par une expansion continue des cultures pluviales, en particulier, les cultures vivrières, sur des terres de plus en plus marginales et/ou par la réduction des périodes traditionnelles de jachère entre deux cycles de culture. Soumis à la forte pression démographique, les ménages ruraux ont été contraints d'adopter des pratiques agricoles qui assurent leur survie. Malheureusement, les stratégies de sécurité alimentaire des ménages n'ont pas accordé beaucoup d'importance à l'accroissement de la productivité des exploitations agricoles par l'intensification du rendement par parcelle de terre cultivée – c'est-à-dire par l'accroissement du rendement des cultures à l'hectare. Hormis l'agriculture commerciale qui couvre une gamme relativement restreinte de cultures, l'utilisation d'intrants agricoles – c'est-à-dire de semences améliorées, d'engrais inorganiques, d'insecticides et de pesticides – est nettement moins répandue en Afrique que dans les autres régions en développement du monde.

Souvent, la quantité d'engrais inorganique utilisée à l'hectare est inférieure à dix kilogrammes de nutriments. Pour l'heure, l'utilisation des produits agrochimiques et/ou de techniques de lutte intégrée contre les maladies végétales et les parasites restent largement limitée aux cultures d'exportation.

Une expansion continue

L'expansion continue des cultures s'est faite aux dépens des autres systèmes d'utilisation des ressources naturelles. L'une des conséquences de ce phénomène a été la destruction rapide des ressources forestières par le défrichement et la surexploitation des terres aux fins de production de bois de feu et d'autres utilisations domestiques. Un autre effet plus subtil de cette situation est la détérioration des systèmes de transhumance du bétail, provoquée par l'utilisation à des fins de culture de superficies de plus en plus étendues de terres autrefois réservées au pâturage de saison sèche. Les pays africains doivent à cet effet, formuler des stratégies et des politiques publiques cohérentes pour accroître significativement la productivité agricole tout en enravant la dégradation des ressources naturelles. Dans une perspective d'accroissement de l'aide extérieure destinée à l'agriculture, ils devront parvenir à la mobilisation la plus efficace de ces fonds, l'enjeu étant aujourd'hui d'obtenir la meilleure complémentarité possible entre la fourniture de biens publics et les investissements privés, nationaux et internationaux. Cette mobilisation suppose la mise en place par les États de nouvelles politiques publiques reposant sur la mise au point de compromis dans divers domaines tels que la réglementation foncière, la recherche agronomique, l'accès au crédit, la protection douanière et les mécanismes de lutte contre la volatilité des cours et de gestion des risques, le renforcement des organisations agricoles (développement des

coopératives jusqu'ici peu encouragées par les États), la constitution de marchés régionaux, la formation, etc. Elle suppose également de s'attaquer aux goulots d'étranglement que sont notamment les infrastructures, la logistique et le manque d'intégration régionale, les facteurs de compétitivité, dont l'énergie, le manque d'intermédiaires financiers et de transformateurs, le manque de financement à long terme en monnaie locale.

Inciter le secteur privé à investir dans l'agriculture

Pour financer ces infrastructures, le secteur privé doit agir comme force de proposition pour des solutions innovantes dans le domaine des partenariats public privés (PPP) associant l'État, les opérateurs privés, les bailleurs de fonds. Ce, à condition qu'un cadre incitatif soit mis en place pour faciliter ces partenariats et permettre l'engagement du secteur privé à pallier les défaillances des États à fournir ces infrastructures vitales pour l'agriculture. Pour se faire entendre par les États et les bailleurs de fonds, le secteur privé doit s'organiser et affirmer sa doctrine sur les conditions de la relance de l'agriculture africaine, au-delà des lieux communs, clichés et idées reçues. Il doit faire la part du vrai et du faux, du simplifié et du déformé, en évitant les jugements à l'emporte-pièce, sur plusieurs questions épineuses qui conditionnent l'avenir de l'agriculture africaine, tout particulièrement la protection des marchés agricoles, les agro-carburants (...), la relation entre cultures industrielles tournées vers l'exportation et les cultures vivrières, les politiques de développement durable... La contribution du secteur privé au développement est en effet un point-clé. Le secteur privé investi a fait la preuve que son professionnalisme et son expertise peuvent être mis efficacement au service du développement sur les zones où ils opèrent.

LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET LA PAIX INCONTOURNABLES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Par Alain Traoré

La promotion de la bonne gouvernance et de la paix est une action incontournable dans le processus de développement des nations africaines. Sans paix, il n'y a pas de planification des stratégies de croissance et d'amélioration des conditions de vie des populations.

La paix et la bonne gouvernance sont indispensables au développement. En Afrique, ces valeurs ont été, par moment, mises à rude épreuve du fait de la situation politique des États concernés. Grâce au soutien de certaines organisations non gouvernementales, de nombreuses actions sont menées dans le but de promouvoir la paix et la bonne gouvernance. Dans ce domaine, le Japon est l'un des champions dans l'aide à la promotion des valeurs démocratiques et de sécurité. Les pays africains et les institutions continuent, avec le soutien de la communauté internationale, à s'engager dans la consolidation de la paix et la bonne gouvernance. Le Japon est heureux des résultats positifs découlant des efforts de chaque pays. Il apprécie également le rôle de plus en plus actif de l'UA en ce domaine. Toutefois, comme en témoigne la situation politique dans certaines parties du continent, les défis en matière de paix et de bonne gouvernance, il faut le reconnaître, demeurent importants.

À cet égard, le Japon maintient son engagement à soutenir les efforts de l'Afrique en faveur de la paix et de la bonne gouvernance. La consolidation de la paix exige un soutien continu et sans heurts pour que celle-ci soit irréversible, et l'aide du Japon couvre la prévention des conflits, l'aide humanitaire, l'aide à la reconstruction, l'assistance, le rétablissement et le maintien de la sécurité, et la promotion d'une bonne gouvernance. Cette aide est prodiguée en coordination étroite avec un grand nombre de partenaires de la TICAD tout au long du processus de la TICAD.

Quelques actions pertinentes

À l'initiative de l'Union Africaine, en 2011, "l'année de la paix et de la sécurité en Afrique", le Japon a aidé la Commission de l'Union afri-

caine à organiser une réunion permettant de faire progresser le projet de construction d'un monument à la mémoire des victimes des violations des droits de l'homme. Le soutien du Japon a également servi aux matériaux pour promouvoir la paix et la sécurité. En outre, en vue de rétablir et maintenir la sécurité en RDC, où des conflits de long-terme persistent, la JICA (l'Agence japonaise pour la promotion du développement) s'est engagée, en partenariat avec la police nationale de la RDC et la MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo), dans une formation de mise à niveau de la police nationale ainsi que dans la formation initiale des nouveaux agents dans la région de l'Est. Avec l'aide du Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine, dont le Japon est l'un des principaux donateurs, le PNUD, le FAO, l'UNICEF et le HCNUR (Haut Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés) ont conjointement conçu et mis en œuvre un projet pour la reconstruction et la consolidation de la paix dans la région à haut-risque et vulnérable d'Ituri, zone dévastée par la guerre. Ce projet a non seulement amélioré la sécurité en général, mais aussi contribué à assurer la sécurité humaine dans les communautés locales à travers diverses activités économiques et sociales.

En matière de bonne gouvernance, la sécurité occupe une place primordiale dans la préservation de l'intégrité physique des personnes et des biens. Afin d'accélérer le rétablissement de l'ordre et de la justice dans les pays d'après-guerre, le Japon assiste les pays francophones au développement des ressources humaines du secteur de la sécurité, qui est essentiel à la consolidation d'une nation. C'est dans ce contexte que le Japon a invité les

cadres policiers et les administrateurs judiciaires à un séminaire de formation, qui leur a permis de partager l'expérience japonaise de la période de reconstruction d'après-guerre et de s'introduire aux systèmes de sécurité japonais.

Renforcer les capacités de consolidation de la paix

Dans le domaine de la consolidation de la paix, le Japon a commencé par soutenir cinq centres pour le maintien de la paix en 2008 (Égypte, Ghana, Kenya, Mali et Rwanda) puis a étendu son aide à trois autres centres en 2009 (Bénin, Nigeria, Afrique du Sud) à travers le PNUD. En 2010, ce soutien s'est étendu à un autre centre situé au Cameroun et des aides supplémentaires ont été offertes à trois centres (en Égypte, au Ghana et au Mali). Le Japon a également envoyé sept membres des forces d'auto-défense (JSDF) ainsi que des experts civils en tant que formateurs ou personnel de renfort aux centres situés en Égypte, au Ghana, au Mali et au Kenya. En mars 2011, le nombre total de personnes ayant assisté à des stages de formations financés par le Japon atteignait le chiffre de 1 809 personnes.

La bonne gouvernance est indéniablement un maillon important pour la croissance et le développement. En Afrique, la paix se consolide progressivement dans les pays en conflit. Le défi est de trouver les mécanismes les plus alertes pour prévenir les conflits, sécuriser les populations et, ramener la paix dans les cœurs et les esprits.